



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 1 AVR. 2019

mettant la société Sardi en demeure de respecter
les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003
autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de Brumath

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 pris au titre du Livre V titre I^{er} du Code de l'Environnement, portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Sardi à Brumath ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 7 mars 2019 ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas d'un plan général de son site précisant les différentes zones de risques ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2003 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas justifié pour chaque lot de déchets réceptionné d'un contrôle préalable de leur radioactivité et qu'il ne dispose pas de portique de détection à l'entrée du site ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Sardi à Brumath, dont le siège social se situe au 5 rue des Frères Lumière à Brumath, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les prescriptions des articles 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2003 et 3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisés ; les points faisant l'objet de la mise en demeure sont repris ci-après :

« Article 14

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

[...]

« Article 3.2

..... Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection. »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Sardi par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Brumath.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix-BP 51038) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.